

E 2300 Stockholm/14

*Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz¹*

*RP N° 74
Confidentiel*

Stockholm, 7 novembre 1944

Les circonstances ont fait que j'ai pu avoir un entretien prolongé avec le ministre des affaires étrangères cet après-midi. Il va de soi qu'il devait porter sur l'échange de notes russo-suisse², et sans être moi-même en état d'apporter pour le moment d'élément nouveau à leur examen, il m'intéressait surtout de savoir ce que M. Günther pouvait penser des motifs de l'attitude des dirigeants moscovites.

Le ministre m'a déclaré une fois de plus que les vraies intentions inspirant certains actes et gestes de la diplomatie russe étaient fréquemment difficiles, sinon impossibles à discerner. Elle se complait, d'ailleurs, à surprendre et déconcerter.

Dans le cas particulier, les reproches adressés à la Suisse ne convaincront nulle part et personne. Cependant, la note suisse insistant sur l'ancienne tradition démocratique du pays, Moscou a pu se trouver engagé à la discuter pour ne pas paraître admettre que la démocratie fût conciliable avec l'interdiction du parti communiste. Différente est la conception des Bolchévistes, qui, en tout cas, prétendent, avec plus ou moins de bonne foi, qu'il n'y a rien d'antinomique entre le communisme et la démocratie.

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce document le 14 novembre 1944 et l'a mis en circulation parmi ses collaborateurs.*

2. *Cf. table méthodique, II.24.2. Union Soviétique: Reprise des relations diplomatiques.*

M. Günther m'a demandé s'il y avait lieu de craindre que la réponse russe provoquât quelque scission dans l'opinion suisse. Je lui ai répondu sans hésitation que je l'excluais, certainement pour l'immense majorité du peuple, qui ne saurait accepter qu'on mît en doute la sincérité de ses convictions comme l'absolue logique de ses institutions. Le ministre me dit alors qu'il nous en félicitait; car il ne pourrait, dans une situation pareille, en dire autant de la Suède, où il se trouve toujours des éléments pour critiquer le gouvernement, même dans les controverses les plus délicates avec l'étranger.

Mes conversations avec M. Günther étant toujours marquées d'une entière franchise réciproque, il observa aussi au cours de cet échange de vues qu'il lui paraissait, malgré tout, regrettable que la Suisse n'eût pas trouvé l'occasion, au cours de vingt-cinq ans, de normaliser ses rapports avec la Russie. Je n'ai pas manqué de lui rappeler quelques-unes des raisons et circonstances qui sont de nature à expliquer tout au moins l'attitude suisse.

Le premier collaborateur du ministre m'a encore dit deux autres choses. L'une est que le gouvernement suédois a fait de pénibles expériences en cherchant à arranger quoi que ce soit avec les Russes par l'entremise de Londres et de Washington. Il considère que ce sont de mauvaises voies dont Moscou semble se méfier, auxquelles elle ne tient en tout cas pas à assurer des succès. L'autre constatation est qu'on éprouve, dans cette capitale, une sorte de besoin de provoquer de temps à autre un incident, sans motif plausible. C'est ainsi que, l'an dernier, le ministre de Suède à Moscou, jusqu'alors bien vu et excellemment renseigné, dut être subitement rappelé parce qu'il lui était reproché d'entretenir des rapports secrets avec le grand quartier-général allemand, accusation évidemment absurde.

Peut-être encore, la diplomatie soviétique trouve-t-elle l'état de rupture de relations avec la Suisse commode puisqu'il lui fournit un prétexte pour s'abstenir de participer à certaines réunions internationales.

[...] ³

3. *Dinichert commente ensuite les opinions des autorités suédoises sur les relations économiques avec les Alliés et sur les perspectives de la guerre en Extrême-Orient.*